



« L'Algérie, c'est la France », quoi qu'il en coûte ?

Entre aspirations et réalités : la politique nord-africaine de la France sous la IV^e République (1946-1958)

« L'Algérie, c'est la France »¹ : il y a 60 ans, le Front de Libération Nationale (FLN) remet violemment en cause ce credo français, formellement en vigueur depuis 1848. Pour la plupart des Français, il est impensable à ce moment-là que leur pays puisse un jour céder aux aspirations séparatistes car l'Algérie n'est pas conçue comme une colonie, mais comme étant partie intégrante de la République française, une et indivisible. De plus, la Métropole possède en Afrique du Nord des intérêts économiques et stratégiques présumés vitaux et indispensables. Face à cette valeur apparemment inchiffrable de l'Algérie, les décideurs politiques répondent avec grande détermination au déclenchement de la rébellion en novembre 1954. Les députés de l'Assemblée nationale proclament leur volonté de faire « un effort presque déraisonnable pour le bien de l'Algérie »². Ainsi, le gouvernement annonce la politique dite d'intégration, visant à supprimer les grandes divergences politiques et économiques existant entre les départements algériens et français, afin de mettre en œuvre la devise « l'Algérie, c'est la France ».

Huit ans plus tard, Charles de Gaulle change radicalement de politique. Après 132 ans de souveraineté française, il accorde l'indépendance à l'Algérie. Le général justifie cette décision, à la fois saluée et critiquée, en faisant un bilan des coûts et des bénéfices : « L'Algérie nous coûte, c'est le moins qu'on puisse dire, plus cher qu'elle ne nous rapporte »³.

Un contraste frappant se creuse entre la détermination, les ambitions idéologiques de la IV^e République et l'analyse froide du premier président de la V^e République. Comment l'expliquer ? Qu'est-il arrivé à la promesse de faire tout ce qu'il faut pour défendre l'Algérie française ? Comment a-t-elle pu se transformer en un calcul comptable en faveur de l'abandon ? De Gaulle ignore-t-il les intérêts essentiels de la France dans la région ? Ou est-ce plutôt la IV^e République qui s'est battue pour quelque chose d'irréalisable voire d'inexistant ?

¹ Le Ministre de l'intérieur, François Mitterrand, 12/11/1954.

² Lionel DE TINGUY, porte-parole de la commission des finances à l'Assemblée nationale, 08/03/1956.

³ Le Président De Gaulle, 11/04/1961.

Partant de ces questions, le travail analyse la politique nord-africaine de la IV^e République en se fondant sur une approche pluridisciplinaire. En étudiant une multitude de sources ministérielles et parlementaires, des sondages ainsi que des journaux et des publications, l'auteur reproduit le débat contemporain dans lequel les décisions politiques ont été préparées et prises. L'économie est placée au centre de l'étude. Des méthodes d'économie politique servent à montrer la dimension économique de la politique nord-africaine et à remettre en question l'argumentation et les intérêts officiels. L'auteur analyse l'influence des considérations économiques sur les décisions gouvernementales, sur les conséquences qui en découlent ainsi que sur les alternatives qui existent. L'économie est mise en relation avec des aspects de politique intérieure et extérieure, c'est pourquoi l'étude intègre des approches relevant des sciences politiques et plus particulièrement des relations internationales.

L'étude se focalise sur la politique d'intégration en Algérie, qui devient le thème central en France à partir de novembre 1954. L'auteur prend aussi en considération les imbrications entre la question algérienne et la politique de coopération au Maroc et en Tunisie, d'abord protectorats français puis pays indépendants. De plus, d'intègre la crise de Suez dans l'analyse, car le gouvernement français établit un lien direct entre la guerre d'Algérie et l'intervention militaire en Égypte fin octobre 1956. Finalement, les interférences entre l'Empire français et la construction européenne sont analysées dans l'étude.

La thèse de doctorat vise à montrer les continuités et les ruptures, à explorer la cohérence de la politique de la France en Afrique du Nord pendant la IV^e République et à proposer une explication pour le revirement politique opéré au cours de la V^e République. A cette fin, l'auteur vérifie d'un côté si les engagements financier et politique sont à la hauteur des objectifs fixés par la France pour l'Afrique du Nord. De l'autre, il se demande si ces ambitions sont réalisables en tenant compte de la situation internationale et des données économiques, politiques et sociales en Algérie et en Métropole. Il analyse la volonté des milieux politiques et des populations concernées d'accepter les coûts d'opportunité connus et pronostiqués de la politique d'intégration. De même, l'auteur d'étudie les alternatives qui se proposent concrètement aux différents gouvernements.

RESULTATS

« L'Algérie, c'est la France » : le grand fossé entre l'idéal de cette devise et la réalité constitue le fil rouge de la politique nord-africaine de la IV^e République. L'incohérence se manifeste premièrement au niveau de l'engagement concret qui n'est jamais à la hauteur des ambitions officielles. Les réformes politiques les plus urgentes sont bloquées et les

investissements économiques ne répondent pas aux besoins énormes de l'Algérie mais plutôt à la volonté de la France de pas trop charger les finances françaises. Le bilan décevant de la IV^e République résulte alors d'une grande partie du refus des gouvernants de réaliser de façon déterminée la politique d'intégration en faveur de laquelle ils se prononcent officiellement. Deuxièmement, la présente étude démontre que les conditions préalables ne sont pas remplies au moment où le gouvernement proclame la politique d'intégration. Dans les décennies qui ont précédé 1954, la France laisse passer les occasions qui s'offrent d'intégrer l'Algérie progressivement. Désillusionnée par l'égalité refusée et encouragée par la décolonisation globale, l'idée de l'autodétermination se propage en Afrique du Nord déjà avant 1954. La répression et l'absence de réformes profondes après 1954 renforcent la déception. Le soutien en faveur de la politique d'intégration diminue continuellement. Même si beaucoup d'Algériens sont favorables à une coopération avec la France, ils préféreraient décider eux-mêmes de l'avenir de leur pays. Au niveau économique, le pacte colonial et l'autonomie financière font grandir un fossé énorme entre les Français et les Musulmans d'Algérie. Un rapprochement nécessite beaucoup de temps et autant de sacrifices de la part de la métropole. Cependant, même avant 1954, des fonctionnaires métropolitains voient la France dans l'impossibilité d'augmenter l'engagement financier en Afrique du Nord, vu le retard de l'économie française par rapport aux pays de la future Communauté Economique Européenne. Généralement, la volonté dans l'Hexagone d'accepter un abaissement relatif du niveau de vie français en faveur des Algériens est minime. Pour cette raison, l'élévation des conditions de vie algériennes doit être progressive afin de ne pas freiner la prospérité française. Cette approche est vouée à l'échec. Il est curieux de penser que les capacités françaises et la détermination de les utiliser pour le bien de l'Algérie augmentent par un coup de baguette magique après 1954.

Au niveau de l'intégration institutionnelle, les parlementaires se prononcent en faveur d'une politique dont ils refusent les conséquences logiques. Le public français lui aussi éprouve de grandes réticences envers ses concitoyens musulmans. Le Monde pose la question décisive de la politique d'intégration en 1955 : « Qui est prêt d'autre part à accepter une France de cinquante-deux millions d'habitats, dont un cinquième de musulmans exerçant dans les affaires publiques une influence proportionnelle à leur nombre, et à abaisser le niveau de vie moyen et les possibilités économiques du pays pour les partager avec huit millions de miséreux ? »⁴. Le gouvernement ferme les yeux devant la réponse évidente à cette question, proclamant l'unité franco-algérienne sans relever les défis qui y sont liés et sans demander l'approbation des populations concernées. La passivité des Français et le grand soutien à l'Assemblée nationale facilitent le fait que les gouvernements s'accrochent à une politique qui n'a pas de chances de réussite réalistes.

⁴ Le Monde, (01/12/1955) : *Drame et problèmes de l'Algérie*.

La V^e République prend ses distances avec cette politique contradictoire en réalisant rapidement des réformes politiques profondes et en élargissant sensiblement les investissements. Ambitions et engagement concret se rapprochent nettement. D'une certaine manière, l'intégration ne commence qu'en 1958. Pourtant, après quatre ans de guerre, les conditions se montrent encore moins favorables et la politique d'intégration est progressivement mise en question face aux coûts d'opportunités qui deviennent de plus en plus évidents. Finalement, les Français arrivent à la conclusion que la devise « l'Algérie, c'est la France » ne répond plus à l'intérêt national : avec une majorité forte, ils se prononcent pour l'indépendance de l'Algérie en 1962.